

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 46

25^e année • mercredi 16 novembre 2022

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

DANS LA RUE POUR DÉFENDRE LEURS DROITS



OLIVIER VOGELSANG

Après une première journée de protestation décentralisée le 7 novembre, 7000 maçons venus de toute la Suisse romande ont manifesté le lendemain à Lausanne contre les menaces de détérioration de leurs conditions de travail. Le 11, ce sont leurs collègues alémaniques qui sont descendus dans les rues zurichoises. Retour sur cette importante mobilisation. **PAGES 6-7**

POINT DE MIRE

Cri dans le désert

Sonya Mermoud

La COP27 clôturera ses portes dans deux jours. Que restera-t-il de cette grand-messe climatique organisée dans la station balnéaire égyptienne de Charm el-Cheikh, à la pointe sud du désert du Sinaï, au bord de la mer Rouge, et qui a rassemblé des dirigeants politiques du monde entier? Quelles suites seront données à cette vingt-septième édition consacrée à l'urgence environnementale qui s'est ouverte sur les propos particulièrement alarmistes d'Antonio Guterres. La mise en garde du chef de l'ONU - «L'humanité a le choix: coopérer ou périr» - aura-t-elle non seulement été écoutée mais entendue? Prendra-t-on le chemin d'un «pacte de solidarité climatique ou d'un pacte de suicide collectif» pour citer une nouvelle fois les propos

du secrétaire général de l'institution? Les pays du Sud frappés de plein fouet par des conditions météorologiques extrêmes alors qu'ils ont le moins contribué à cette dangereuse situation, et c'est un euphémisme, seront-ils aidés à la hauteur des dommages subis? Si le sommet a mis cette question à l'agenda, les nations les plus riches restent réticentes à ouvrir leur porte-monnaie. Et ce quand bien même les membres du G20 comptabilisent à eux seuls 80% des émissions de gaz à effet de serre mondiales. Le Fonds vert en discussion doit servir à financer des actions climatiques et de résilience des pays les plus touchés par le dérèglement. Comme, à titre d'exemple, la Somalie où la sécheresse a provoqué cette année une terrible famine et entraîné le déplacement d'un million de personnes. Ou, le Pakistan qui, après des températures infernales en mai dernier, a connu des inondations extraordinaires. Avec pour conséquence un tiers de son territoire recouvert par les eaux, deux millions d'habitations détruites, 1700 morts... Quels engagements prendront les responsables politiques à la fin de cette réunion de la dernière chance? Peut-on miser sur des actions concrètes propres à inverser la tendance? S'il est trop tôt pour répondre à cette question, les COP précédentes n'incitent guère à l'optimisme n'ayant pas entraîné d'actes à la hauteur du défi auquel est confrontée la planète. Les lobbys tout-puissants des énergies fossiles ont poursuivi leur travail de sape. Ils étaient même plus nombreux à la COP27

avec, selon l'ONG Global Witness, 636 représentants - 25% de plus que lors de la dernière édition. Les concentrations de gaz à effet de serre ont encore augmenté pour atteindre cette année des records. L'absence de progrès éloigne l'espoir d'atteindre l'objectif des accords de Paris signés par 193 pays et visant à contenir le réchauffement à 1,5 degré d'ici à la fin du siècle. La guerre en Ukraine a aussi rebattu les cartes. La crise énergétique rend moins inacceptable la réouverture de centrales à charbon ou la promotion du nucléaire. Et illustre surtout le retard pris dans le développement des énergies renouvelables. Parallèlement, le point de rupture se rapproche dangereusement. Les nations ont continué à traîner les pieds. Et notre pays n'est pas meilleur élève. Dans nos frontières, on a assisté au deuxième été le plus tropical et au mois d'octobre le plus chaud depuis 1864, date à laquelle ont débuté les mesures. Les glaciers fondent plus vite qu'un mauvais film passé en accéléré. Pas de quoi pousser la Suisse à se montrer davantage proactive, préférant agir sur le front des compensations carbone à l'étranger. Et ne fixant pas de règles contraignantes à sa place financière à l'origine, selon Greenpeace, d'un réchauffement global de 4 degrés. Dans ce contexte, en dépit de l'urgence martelée, la COP27 ne pourrait être que la caisse de résonance d'un cri de plus des scientifiques dans le désert... un environnement hostile qui gagne chaque jour davantage de terrain... ■

PROFIL



Olivier Föllmi, voyage au cœur de l'humain.

PAGE 2

COOP

Echec des négociations salariales.

PAGE 3

CATS & DOGS

Personnel choqué.

PAGE 5

GENÈVE

De nombreux conflits ouverts.

PAGE 9

VOYAGE AU CŒUR DE L'HUMAIN

Des décennies de voyages et une quarantaine de livres plus tard, le photographe humaniste franco-suisse Olivier Föllmi aspire aujourd'hui à une vie plus posée... mais pas trop quand même!

Manon Todesco

Les photos ont fait le tour du monde. Emouvantes, touchantes et porteuses d'espoir. Un véritable appel à l'évasion. A 64 ans, Olivier Föllmi, reconnaissant de son parcours, dit avoir eu une vie comblée. Il nous reçoit chez lui, à Saint-Julien-en-Genevois (France), sa ville natale où il coule des jours heureux avec son épouse Véronique.

Gamin, Olivier Föllmi n'avait jamais rêvé de devenir photographe, et quand il démarre, jamais il n'imagine pouvoir en vivre. «J'ai toujours été aventurier, je ne tenais pas en place. Je n'avais peur de rien. J'aimais la montagne, et mon objectif était de grimper des sommets et de devenir guide.» A 15 ans, il traverse la Laponie à ski. Quelques années plus tard, on lui propose une expédition en Afghanistan. «Je suis parti un mois plus tôt, seul, pour traverser le pays. J'étais fasciné par les paysages et les gens. J'étais content d'arriver au sommet, mais j'avais aussi hâte de redescendre pour retrouver les caravaniers. C'est là que je suis devenu voyageur.»

Après cette expérience, il décide de vite repartir pour un tour du monde, sac au dos et appareil photo autour du cou. Il ne le fera pourtant jamais. «Je suis resté en Himalaya pendant un an, à passer de village en village. J'y ai trouvé tout ce que j'aimais: la montagne, les gens et l'effort à produire pour aller à leur contact. J'avais soif d'autres vérités, et j'ai aussi été très réceptif au bouddhisme tibétain qui fait toujours partie de moi.» En 1979, il découvre le Zaskar, vallée tibétaine de l'Inde très isolée, et il se sent immédiatement chez lui. «Tout est à échelle humaine là-bas. J'ai appris la langue, je me suis intégré dans la culture et, pendant vingt ans, je n'ai cessé de faire des allers-retours entre l'Europe et l'Asie.» Il comprend alors que toutes les cultures détiennent une partie de vérité et se nourrit de cela. Sa vie au Zaskar, où il a adopté ses quatre enfants et créé sa famille, restera la période qui a forgé sa vie.

LA CONSÉCRATION

De ces voyages naîtront des centaines d'images, primées et publiées dans les magazines les plus prestigieux, qui seront, d'après le modeste photographe voyageur, davantage le fruit d'une implication humaine. «Mon travail n'est pas sophistiqué d'un point de vue technique. Je n'ai aucune formation, j'étais très amateur au départ, puis j'ai affiné mon art au fil du temps. Le vrai défi était de savoir m'impliquer dans la culture de ces gens, de partager leurs codes et de gagner leur confiance. Je photographie une personne seulement après avoir appris à la connaître. C'est un moment de partage mutuel et de don de soi, où les âmes se relient.» Un moment hors du temps, contemplatif. «Je suis un photographe humaniste, et mon parti pris est de montrer uniquement la part lumineuse de l'homme.» Sa part sombre, à son avis surreprésentée dans nos médias, ne l'intéresse pas. «L'homme n'est pas que destructeur, il est aussi créateur. En quarante ans, je n'ai rencontré que des gens incroyables, et j'aime en témoigner. Je ne suis pas là pour transmettre un quelconque message, je partage ce que je vis, car je le trouve beau.»

TOUCHER LE SOMMET

Olivier Föllmi aura aussi gravi les plus hauts sommets d'Asie et des Andes, en tant que photographe d'expédition, culminant jusqu'à 8000 mètres d'altitude. «C'était incroyable de vivre ces expériences, mais j'y ai mis un terme lors de ma 9^e expédition dans l'Himalaya. Nous avons été pris dans une tempête et j'ai cru ne jamais redescendre, alors j'ai arrêté. J'ai déjà été chanceux de ne pas mourir avant. L'âge a sans doute aidé aussi à prendre du recul...»

Dans les années 2000, Olivier Föllmi repart aux quatre coins du monde pour le plus gros projet photographique de sa vie: *Sagesses de l'humanité*, une série de sept ouvrages traduits en neuf langues, vendue à plus d'un million et demi d'exemplaires dans le monde.



«Je photographie une personne seulement après avoir appris à la connaître. C'est un moment de partage mutuel et de don de soi, où les âmes se relient», précise Olivier Föllmi.

«Plus jeune, faire un livre me paraissait inaccessible, il fallait être érudit, et moi, j'avais seulement mon baccalauréat. En fait, j'ai compris qu'il suffisait d'avoir quelque chose à dire et à montrer.» Il reprend, tout sourire: «J'ai eu la vie de mes rêves, riche et pleine de rebonds. Je suis très heureux de mon parcours. J'étais passionné, j'ai beaucoup travaillé et j'ai eu de la chance dans mes rencontres.» Tout n'a pas été facile, cela dit. «C'est aussi une vie de sacrifices, à laquelle mon premier mariage n'aura pas survécu. Je n'étais jamais chez moi, toujours à bouger, et dans une instabilité professionnelle constante: on part en

voyage sans savoir sur quoi on va tomber, à qui vendre les photos ni combien...»

TRANSMETTRE ET PARTAGER

Aujourd'hui, place aux jeunes. Olivier Föllmi a décidé de réduire la voiture, et de travailler à son rythme. Il se concentre désormais sur l'écriture. Cinq récits de voyages sont en projet. La photographie, c'est quasi fini pour lui. «Je ne suis plus fasciné par cet art, car je n'ai plus les connaissances. Je suis un photographe du XX^e siècle, de l'argentine. Travailler mes photos sur un ordinateur n'est pas une création qui m'intéresse.» Cela dit, il a un be-

soin de transmission qu'il assouvit à travers des stages de photo, à Genève et ailleurs. Voyager, en revanche, il ne peut s'en passer. Actuellement en Inde, il sera prochainement en Thaïlande et a des envies d'Antarctique, mais aussi de Madagascar... «J'essaie de rester un enfant émerveillé, et même si mon but n'est plus photographique, je pars toujours pour aller à la rencontre des autres. J'ai besoin d'émotions, d'échanges, je ne peux pas passer à côté des gens...» ■

Aller plus loin sur: olivier-follmi.net



LES TRAITS TIRÉS

Ambroise Héritier

COOP: LES NÉGOCIATIONS SALARIALES ONT ÉCHOUÉ

Les membres d'Unia travaillant chez Coop sont en colère contre le refus de l'enseigne de compenser le renchérissement. Alors que les salaires sont déjà bas dans la branche, et les bénéfiques élevés

Aline Andrey

DES BONS CADEAUX

Les militants d'Unia rappellent aussi que le bon d'achat Coop proposé, «même s'il est conséquent», «n'appartient pas à la logique d'augmentations salariales négociées entre les partenaires sociaux: ce bon ne permet pas de revaloriser nos salaires durablement, alors que le besoin est important à cet égard». Il ne permettra d'ailleurs pas aux employés de payer leurs primes d'assurance maladie ou leurs factures d'électricité plus élevées. Sans compter que la politique des bons cadeaux rapporte également à l'entreprise, puisque l'employé est obligé de les dépenser dans ses magasins.

Le groupe professionnel d'Unia regrette le manque de reconnaissance de leur employeur: «Notre travail toujours plus intense, pénible et flexible ainsi que notre engagement sans faille pour Coop ne sont pas suffisamment reconnus.» Il fait aussi remarquer que les salaires minimums et de référence du géant orange sont toujours à la traîne comparés à ceux d'autres grandes chaînes du commerce de détail alimentaire.

«Le résultat des négociations est clairement insuffisant.» Le constat d'Unia est sans appel. Après quatre tours de négociations salariales, la majorité des partenaires sociaux (Société suisse des employés de commerce, Unia, Syna/OCST) a refusé le résultat des négociations avec la direction de Coop. Celle-ci propose une augmentation générale des salaires de 2% pour les revenus de moins de 4500 francs; et une hausse de la masse salariale de 2% au-delà, à titre individuel, c'est-à-dire au mérite; ainsi qu'un bon d'achat de 800 francs. Si les séances de négociations ont permis de nombreuses avancées en faveur du personnel par rapport aux débuts, le groupe professionnel Coop d'Unia demande, lui, une augmentation de 3% pour compenser le renchérissement. Ce groupe, dans un courrier adressé à la direction de l'enseigne, juge, de surcroît, le seuil des 4500 francs trop bas; et regrette le manque de transparence dans le versement des augmentations à titre individuel pour les salaires plus élevés, «au bon vouloir des supérieurs hiérarchiques».



Pour Unia, le résultat des négociations n'est pas à la hauteur. Les salaires ne récompensent pas la pénibilité et la flexibilité croissante demandées aux vendeuses et aux vendeurs.

«Malgré un bénéfice d'un demi-milliard généré par le travail de ses employés, Coop ne garantit pas le maintien de leur pouvoir d'achat. C'est un affront pour nos membres qui travaillent très dur», ajoute Anne Rubin, responsable du secteur tertiaire d'Unia, qui tient à souligner l'implication des militants dans les négociations de ces derniers mois.

Avec Unia, les vendeuses et les vendeurs réitèrent donc leurs demandes: la pleine compensation du renchérissement, la revalorisation durable de tous les salaires, davantage de respect pour leur travail, moins de pression et de flexibilité. Les partenaires sociaux espèrent encore que Coop reconnaisse la nécessité d'une compensation inté-

grale du renchérissement, dans ce métier où un quart des employés, surtout des femmes, reçoivent des salaires très bas. Car, comme le précise Anne Rubin: «La problématique de la perte de pouvoir d'achat va se poursuivre l'an prochain avec une inflation élevée.» ■

L'USS appelle le Parlement à la raison

A la suite de décisions jugées inacceptables relatives aux primes maladie, les syndicats demandent au Parlement de rectifier le tir

Manon Todesco

Le 3 novembre, la Commission de la santé du Conseil des Etats (CSSS-E) a pris une série de décisions en matière de coûts de la santé qui déplaisent fortement à l'Union syndicale suisse (USS). Alors que le Conseil national s'est prononcé il y a peu en faveur de réductions de primes maladie sensiblement plus élevées à long terme et pour une mesure immédiate visant à augmenter les réductions de primes dès l'année 2023, la CSSS-E a balayé ces deux projets et s'est rangée uniquement du côté du contre-projet du Conseil fédéral à l'initiative sur l'allègement des primes. Un contre-projet, rappelons-le, jugé «ridicule et largement insuffisant» par l'USS, auteure de l'initiative. «La commission est donc tout sauf "proche des gens", car "les gens" devront supporter l'année prochaine une hausse des primes de 6,6% en moyenne, en plus de la charge des primes déjà exorbitante et de la hausse généralisée des prix et des

coûts», soulève la faitière syndicale dans un communiqué de presse. «Cela alors que, parallèlement, d'autres acteurs du financement de l'assurance de base se sont progressivement retirés ces dernières années, notamment les cantons en diminuant les montants alloués aux réductions de primes. Si l'on se rappelle que la Suisse est presque le seul pays d'Europe à ne pas financer son assurance de base principalement par des moyens liés au revenu, on voit bien à quel point la décision de la CSSS-E est à des années-lumière de la réalité.»

RÉFORME INQUIÉTANTE

Autre décision jugée inacceptable par l'USS, celle d'avoir adopté le même jour le projet «EFAS», pour financement uniforme ambulatoire/stationnaire. «En attente depuis des années, EFAS n'est rien d'autre qu'une privatisation partielle de l'assurance de base», commentent les syndicats. Concrètement, il s'agit de transférer aux assureurs les 10 milliards

de recettes fiscales que les cantons dépensent aujourd'hui dans le domaine stationnaire de l'assurance de base.

«La souveraineté démocratique en matière de gestion de l'assurance de base serait réduite à néant, et les caisses pourraient agir comme bon leur semble, s'inquiète l'USS. Il est logique que le lobby des assurances tienne beaucoup à ce projet. Il est d'autant plus alarmant que la CSSS-E s'y rallie en grande majorité.»

ENCORE UNE CHANCE

Au final, le message véhiculé est le suivant: de l'argent pour le lobby des assurances, mais rien pour les gens qui paient les primes. Préoccupée par le poids que ces décisions pourraient faire peser sur les assurés, l'Union syndicale suisse appelle le Parlement à rectifier le tir lors de la session d'hiver, qui débutera au mois de décembre. «Nous exigeons du Conseil des Etats qu'il suive la ligne du Conseil national», encourage Reto Wyss, secrétaire central de l'USS. ■

ÉGALITÉ LA SUISSE PEUT NETTEMENT MIEUX FAIRE

Egalité salariale, adaptation de la définition pénale du viol, services spécifiques consacrés à la promotion de l'égalité dans les cantons: il reste à la Suisse du chemin à parcourir pour éliminer toutes formes de discriminations à l'encontre des femmes. Fin octobre, un comité compétent de l'ONU a publié quelque 70 recommandations sur le sujet. Celles-ci, précise le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG) dans un communiqué, englobent différents volets. Si l'ONU a salué certaines avancées notamment la révision de la Loi sur l'égalité en 2020 ou la légalisation du mariage entre personnes du même sexe, elle estime qu'il reste des progrès à accomplir, en particulier sur le front des salaires. L'obligation pour les entreprises employant 100 personnes et plus de procéder à des contrôles en la matière est jugée insuffisante sachant que notre pays abrite une majorité de PME. Qui ne sont donc pas concernées par ce devoir. Dans ce contexte, le Comité préconise une surveillance régulière de l'ensemble des sociétés, indépendamment de leur taille. Et invite encore la Suisse à renforcer l'indépendance économique des femmes afin de prévenir les risques de pauvreté à l'âge de la retraite. «L'ONU jette de plus un regard critique sur les fortes disparités cantonales au niveau des taux de condamnation pour viol», note le Bureau fédéral. Pour cette raison, l'Institution suggère aux autorités d'effectuer une analyse afin d'en identifier les causes et de prendre les mesures nécessaires. Sur la question des infractions sexuelles, elle demande par ailleurs au Gouvernement helvétique de retenir l'absence de consentement de la victime comme élément constitutif de l'infraction de viol, à l'instar des normes internationales. La révision du droit pénal se trouve actuellement en cours au Parlement. Le BFEG a annoncé qu'il allait analyser les recommandations et «clarifier les compétences en collaboration avec les cantons et les services fédéraux concernés». Un rapport intermédiaire devrait être publié dans les deux ans sur l'avancement de certaines propositions. La Suisse, à l'image des 189 Etats membres de l'ONU sur les 193 qu'elle compte, a ratifié en 1997 la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Depuis, ajoute le BFEG, elle rend régulièrement des comptes au Comité ad hoc sur les améliorations obtenues. ■ SM

RECTIFICATIF

Dans notre dernière édition du 9 novembre, des inexactitudes ont été publiées dans l'encadré accompagnant l'article «Salaires minimums cantonaux en danger!». En effet, les montants des salaires minimums des différentes branches étant incomplets, voici un rectificatif sous forme de tableau permettant de visualiser le manque à gagner potentiel pour les employés concernés par le salaire minimum genevois si la motion Ettlin passait. Ce tableau tient compte des montants minimaux horaires dus, y compris le 13^e salaire, les vacances et les jours fériés. A noter que d'autres secteurs peuvent être concernés comme la sécurité ou le nettoyage. ■

La rédaction

	CCNT HÔTELLERIE-RESTAURATION		CCT LOCATION DE SERVICES		CCT STATIONS SERVICE		CCT COIFFURE	
SALAIRES CCT 2022	Sans apprentissage (42h)		Sans formation, région hauts salaires		Sans formation		Sans formation dès 4 ans de pratiques en Suisse ou à l'étranger	
SALAIRE DE BASE	19,10 fr.		20,80 fr.		20,33 fr.		20,70 fr.	
JOURS FÉRIÉS PAYÉS	2,27%	0,43 fr.	3,20%	0,67 fr.	3,59%	0,73 fr.	3,17%	0,66 fr.
VACANCES (20-49 ANS)	10,65%	2,03 fr.	8,33%	1,79 fr.	9,24%	1,88 fr.	10,64%	2,20 fr.
13 ^e SALAIRE	8,33%	1,80 fr.	8,33%	1,94 fr.	8,33%	1,91 fr.	0,00%	0,00 fr.
Total		23,36 fr.		25,19 fr.		24,85 fr.		23,56 fr.
SALAIRES MINIMUMS GE 2022	21,48 fr.		Sans formation 21,48 fr.		21,48 fr.		Tous (sauf stagiaires et apprentis) 23,27 fr.	
SALAIRE DE BASE	21,48 fr.		Sans formation 21,48 fr.		21,48 fr.		Tous (sauf stagiaires et apprentis) 23,27 fr.	
JOURS FÉRIÉS PAYÉS	2,27%	0,49 fr.	3,20%	0,69 fr.	3,59%	0,77 fr.	3,17%	0,74 fr.
VACANCES (20-49 ANS)	10,65%	2,29 fr.	8,33%	1,85 fr.	9,24%	1,98 fr.	10,64%	2,48 fr.
13 ^e SALAIRE	8,33%	2,02 fr.	8,33%	2,00 fr.	8,33%	2,02 fr.	0,00%	0,00 fr.
Total		26,28 fr.		26,01 fr.		26,25 fr.		26,48 fr.



Grande action des soins à Berne

Samedi, 26 novembre
Inscrivez-vous!

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco,
Jérôme Bèguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Renwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,
Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS 39 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "ilots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 54 700 exemplaires

WWW.EVENEMENT.CH

UNIA

Jeudi 17 novembre 2022

La région Unia Neuchâtel & le groupe des retraite-e-s organisent une **CONFÉRENCE - DÉBAT**

INVITÉ **Pierre-Yves MAILLARD**
Président SGB USS

Attaques contre les retraites

Quel avenir pour votre prévoyance ?

Conférence - Débat

Après la forte mobilisation contre AVS 21 et le résultat navrant sorti des urnes, il est important de se questionner sur les suites qui nous attendent et qui risquent de mettre en péril nos retraites.

La lutte continue !

Nous vous invitons à cette soirée débat autour du thème central de nos retraites.

C'est notamment l'occasion d'évoquer les enjeux importants liés aux retraites, les futures attaques déjà annoncées et les solutions que nous pouvons apporter tous ensemble.

Venez nombreuses & nombreux !

On vous attend à 19h!

UNIA

Jeudi 17 novembre

Il n'y a pas d'âge pour penser à demain...

LOBBY BAR
Rue de la Pierre-à-Merci 10
Neuchâtel (Makalliers)

+ Infos
neuchatel@unia.ch

LIRE
COMPRENDRE
S'ENGAGER

POUR
UN MÉDIA
INDÉPENDANT

**AVEC
LE COURRIER**

**L'ABONNEMENT
C'EST MAINTENANT**

LE COURRIER



lecourrier.ch/maintenant

CATS & DOGS: PERSONNEL CHOQUÉ...

Une partie du personnel de Cats & Dogs n'a toujours pas reçu l'intégralité de son salaire du mois d'octobre. Unia va ouvrir des actions aux Prud'hommes de Nyon pour les employés envisageant de démissionner

Sonya Mermoud

Nouvel espoir douché pour des vendeuses et des vendeurs de Cats & Dogs toujours dans l'attente du paiement de l'intégralité de leur salaire du mois d'octobre. A la suite de l'action organisée devant un magasin de l'enseigne à Lausanne (voir L'ES du 9 novembre), le syndicat accompagné de six employées a rencontré mercredi dernier la fiduciaire mandatée par le patron de la chaîne pour le représenter. Celle-ci n'a pas pu donner de garanties de paiement des rémunérations en suspens. Rappelons qu'une quinzaine de personnes sur les quelque 35 actives dans les Cats & Dogs des cantons de Vaud, Neuchâtel et Genève n'ont rien touché pour le mois d'octobre ou seulement des acomptes largement insuffisants pour faire face à leurs charges. «Elles n'arrivent plus à s'acquitter de leur prime d'assurance maladie, du loyer, ou à payer leurs courses», dénonce Giorgio Mancuso, secrétaire syndical à Unia. Dans ce contexte, la délégation du personnel a demandé à la fiduciaire d'appeler Nizar Dahmani, le patron de la chaîne qui réside en France, pour qu'il s'explique.

«PAS D'ARGENT, PAS DE SALAIRES»

«Il a dit, au téléphone: "Pas d'argent, pas de salaires", et a coupé la communication. Les travailleuses présentes qui écoutaient la conversation ont été très choquées. Et ont compris que la menace de voir des magasins fermer et leur travail perdu se précisait», rapporte le syndicaliste, qui a relayé l'information à l'assemblée générale du personnel le soir même, générant la même réaction scan-

dalisée et blessée des participants. «L'équipe a pris conscience que les salaires ne seraient pas versés dans les jours à venir.» Dans ce contexte, plusieurs vendeurs songent à démissionner. D'autres, frontaliers, se demandent que faire sachant que s'ils quittent le navire, ils seront pénalisés quatre mois par Pôle emploi. «La prochaine étape? Nous allons réfléchir à des solutions pour cette catégorie d'employés. Et, pour ceux qui démissionnent, ils iront au chômage et nous saisissons les Prud'hommes de Nyon, la société ayant son siège à Gland. L'action organisée la semaine dernière n'a peut-être pas permis de résoudre les problèmes, mais elle se poursuit par un accompagnement individuel du syndicat», ajoute le collaborateur d'Unia, notant que des investigations sont aussi menées pour savoir si les charges sociales ont été versées. Et cela alors que le contrat d'allocations pour perte de gains a été suspendu en raison de primes non honorées. La situation reste aussi précaire pour les personnes qui décideront malgré tout de rester à leur poste. «Nous sommes inquiets pour les salaires de novembre même si, dans certains magasins plus rentables, comme à Genève, les employés ont touché leur dû.»

DES FERMETURES PROBABLES

Giorgio Mancuso craint aussi de perdre l'interlocuteur de la chaîne. «Si la fiduciaire ne perçoit pas ses honoraires, elle pourrait elle aussi se désister. L'avocat, quant à lui, n'a pas assisté à la réunion, probablement parce qu'il n'a pas été payé», souligne encore Giorgio Mancuso, notant au passage que plusieurs magasins de la chaîne



Une quinzaine de vendeurs sur les quelque 35 actifs dans les Cats & Dogs des cantons de Vaud, Neuchâtel et Genève n'ont rien touché pour le mois d'octobre ou seulement des acomptes largement insuffisants pour vivre.

ne sont plus approvisionnés correctement, des fournisseurs n'ayant toujours pas été payés pour la marchandise livrée. Sans oublier encore des problèmes de loyers non versés et d'image. «La plupart des Cats & Dogs sont intégrés dans des centres com-

merciaux irrités par cette situation, entre rayons à moitié vides et stores régulièrement tirés. A Lausanne par exemple, seuls ceux qui ont reçu leur salaire travaillent et ne peuvent assurer une ouverture normale en raison du manque d'effectifs. Dans ce

contexte, difficile de rester optimiste.» Se dirige-t-on vers une faillite? «Non, tant que des magasins tournent encore, mais il est probable que certains finissent par mettre la clé sous le paillasson.» ■

Nocturnes vaudoises: nouveaux arrangements

Dans la perspective de Noël, les partenaires sociaux ont réglé la question des nocturnes dans les villes d'Yverdon et de Vevey

Sonya Mermoud

Un compromis a été trouvé entre Unia et la Société industrielle et commerciale d'Yverdon concernant l'élargissement des horaires des magasins durant la période de Noël. Dans la ville thermale, six nocturnes sont prévues jusqu'à 20h dont une le samedi. «En échange de celle-ci, nous avons obtenu que les commerces ferment leurs portes le 24 décembre à 17h», précise Giorgio Mancuso, secrétaire syndical à Unia. L'homme se réjouit par ailleurs que le Black Friday prévu normalement le 25 novembre jusqu'à 22h n'ait pas lieu. «Il sera remplacé par le

marché de Noël qui se termine à 20h.» Parallèlement, le syndicat a négocié que les vendeuses et les vendeurs ne fassent pas plus de quatre nocturnes chacun, y compris celle du vendredi. Un chiffre abaissé à trois pour le personnel avec enfant âgé de 11 ans et moins. «Nous avons encore décroché une indemnité de 15 francs par nocturne.» Des compensations identiques ont été acceptées à Vevey. Dans cette ville, il y aura trois nocturnes les 20, 21 et 22 décembre qui dureront jusqu'à 20h au lieu de 22h auxquelles se greffe encore celle hebdomadaire du vendredi, jour où les enseignes tirent les stores plus tard. «En contrepartie, l'employabilité des travailleurs sera limitée.»

Ces arrangements, discutés avant l'été déjà et valables pour cette année, ont été ensuite présentés au personnel dont une majorité les a validés. «A Yverdon, nous avons pu consulter 170 personnes et 220 à Vevey.»

Giorgio Mancuso se montre assez satisfait des résultats, en particulier sur le renoncement au Black Friday à Yverdon et l'horaire réduit des nocturnes. «Mais, tempore-t-il, on ne saurait oublier que cette période génère une importante surcharge pour les employés alors que les compensations financières sont dérisoires. L'idéal serait de parvenir à conclure une Convention collective de travail cantonale (CCT) qui permettrait aussi d'harmoniser les horaires.» Le syndicaliste estime néanmoins que le modèle adopté est acceptable. A noter que les accords trouvés se sont inspirés de la situation lausannoise. Depuis 2021, dans la capitale vaudoise, qui dispose pour sa part d'une CCT, les trois nocturnes qui duraient auparavant jusqu'à 22h ont été remplacées par six autres se terminant à 20h. Une décision prise pour une période de dix ans. ■



A Yverdon, il n'y aura plus de Black Friday, remplacé par le marché de Noël qui sera ouvert jusqu'à 20 heures.

POING LEVÉ

CHANGER LE SCÉNARIO

Par Jérôme Béguin

C'est l'histoire d'un jeune ambitieux, interprété par Gad Elmaleh, propulsé à la tête de la première banque européenne. Le dirigeant peu scrupuleux comprend bien vite qu'il n'est que le pantin d'un fonds d'investissement étatsunien, qui le pousse à licencier des milliers de collaborateurs afin de faire monter le cours de l'action. Avidé d'argent, il s'exécute et touche un confortable bonus. Sorti en 2012, le film *Le capital* de Costa-Gavras n'a, hélas, rien perdu de son intérêt ni de son actualité. Le même scénario semble en effet se répéter dans les entreprises cotées en Bourse: dans une première phase, on ne remplace pas les départs, voire on licencie une partie des effectifs, et on externalise des services; puis, lorsqu'il n'y a plus d'économies à réaliser, on délocalise dans des pays où les coûts en personnel sont moins élevés.

Remake à Boncourt. Fondée en 1814, la fabrique de cigarettes Burrus est passée en 1996 dans les mains de groupes internationaux, d'abord Rothmans, puis British American Tobacco (BAT). Depuis lors, la moitié des effectifs de l'usine jurassienne a fondu. Les 220 employés restants sont aujourd'hui menacés de licenciement, la multinationale basée à Londres, mais détenue à 75% par des fonds d'investissement, envisageant de délocaliser la production des «Parisiennes» sur d'autres sites en Europe. Les syndicats Unia et Syna organisent la défense de l'usine. Ils sont en train d'élaborer avec les salariés des alternatives permettant de sauvegarder les emplois. Ils auront certainement de bons arguments à faire valoir en faveur d'un site qui reste rentable. BAT enregistre des marges d'exploitation et des bénéfices fort confortables malgré la mise en place des politiques antitabac. Il faut juste espérer que cette procédure de consultation ne soit pas qu'une comédie aux yeux de la direction de Londres.

Nous ne sommes que des figurants, nous autres salariés, pour les conseils d'administration et les marchés financiers. La finance devrait pourtant apporter les fonds nécessaires au développement de l'activité des entreprises, mais trop souvent elle casse l'outil industriel. Le comble, c'est que les fonds de pension constituent une bonne part des fonds d'investissement. Les économies des travailleurs censées être mises de côté pour la retraite sont utilisées pour supprimer des emplois, plonger des familles, des villages et des régions entières dans l'anxiété et la précarité. Et on sait comment la prévoyance professionnelle a été confisquée en Suisse par des acteurs privés, comme l'a bien montré le récent doc *Protokoll, l'histoire cachée du deuxième pilier*, diffusé par la RTS et toujours visible sur son site. Coupez! Il faut changer le script. Bon, là, je n'ai pas de film à l'appui à citer, il reste à réaliser. A nous d'en être les acteurs. ■

MOBILISATION ROMANDE: «NOUS SOMMES LES MAÇONS!»

Alors que les négociations se poursuivaient au moment de la mise sous presse de ce journal, retour sur la mobilisation historique des maçons romands

Aline Andrey

«C'est le deuxième jour de grève, camarades! Est-ce que vous êtes là?» Mardi 8 novembre, Giorgio Mancuso, secrétaire syndical d'Unia, s'adresse aux maçons vaudois réunis dans la tente montée à Lausanne à l'occasion des journées de protestation du secteur de la construction. Dans peu de temps, leurs collègues romands les rejoindront. En attendant, les discours s'échelonnent. Arnaud Bouverat, secrétaire régional d'Unia Vaud, rappelle que leur mobilisation exceptionnelle représente un signal fort envoyé à la Société suisse des entrepreneurs (SSE) pour un renforcement de la Convention nationale (CN). «Pour la protection de votre santé, pour une bonne retraite, un temps de travail et un salaire justes, et pour éviter la discrimination des salariés âgés. Les patrons eux-mêmes sont majoritairement des seniors, à qui on ne baisse pas le salaire». Les soutiens se multiplient. Après le collectif de la Grève féministe la veille, c'est un ancien gréviste de Smood qui les encourage à tenir bon. Au nom de la Grève pour l'avenir, Ella-

Mon Chevalley souligne l'importance de faire converger les luttes, car la fin du monde et la fin du mois sont le même combat! «Les métiers pénibles comme les vôtres sont les premiers touchés par le réchauffement climatique alors que ce sont les riches qui polluent et contribuent le plus à la crise environnementale! La SSE, pourtant, refuse de vous protéger, car elle veut gagner de l'argent à court terme. Luttons ensemble pour travailler moins, protéger la santé des travailleurs et vivre mieux!» Une grande mobilisation de la Grève pour l'avenir est d'ores et déjà prévue en 2024.

Entre deux discours, Tamara Knezevic, secrétaire syndicale, invite la salle à donner de la voix avec force slogans: «Patron, t'es foutu! Les maçons sont dans la rue!» ou encore: «Pas de maçon, pas de maison!»

LARGE SOUTIEN

Le président de l'Union syndicale suisse (USS), Pierre-Yves Maillard s'exprime ensuite: «Vous n'êtes pas seuls! Tous les syndicats de l'USS vous soutiennent. Les milieux patronaux ne pouvaient pas faire plus faux en vou-

lant fragiliser les seniors et en demandant davantage de flexibilité. S'ils vous parlaient, ils sauraient que vous faites déjà des journées à rallonge. Grâce à vous ce pays peut fonctionner. Ces vingt dernières années, à l'échelle de la Suisse, vous avez construit plus qu'un canton de Zurich. Vous avez droit à de la reconnaissance avec une augmentation de salaires et le droit à une vie privée!»

Vania Alleva, présidente d'Unia, renchérit: «Votre lutte est exemplaire et votre détermination impressionnante! Ce n'est pas une promenade, une grève. Votre exemple donne du courage à tous les autres. Ce que demandent les entrepreneurs est inacceptable!»

Vers 11h, près de 900 Genevois arrivent en cortège, entre sifflets, tambours et fumigènes. Anna Gabriel Sabate, secrétaire régionale d'Unia Genève, lance: «Nous sommes les maçons!» Avant de remercier les collègues du canton de Vaud pour l'organisation et de tancer le patronat qui a payé, une nouvelle fois, une publicité pour dénigrer la grève. «Ils ne savent ni écouter, ni négocier et ni compter! Ils disent que trois quarts des travailleurs étaient à leur poste, alors que nous étions près de 3000 à manifester hier à Genève!, s'insurge-t-elle. Les syndicats Sit, Syna et Unia sont fiers de vous, car vous n'avez pas succombé aux menaces. Tout ce que nous allons gagner, c'est grâce à vous! On est beaucoup à avoir quitté notre pays pour travailler ici. On mérite d'être traités justement!»

Peu de temps après, près de 300 Neuchâtelois rejoignent la mobilisation, suivis par plus de 200 maçons fribourgeois. Vers 13h30, le cortège syndical remonte bruyamment les rues de Lausanne. A son arrivée sur la place de la Riponne, Pietro Carobbio, responsable de la construction du canton de Vaud conclut: «Nous sommes plus de 7000. C'est la plus grande manifestation romande des maçons de toute l'histoire de la construction de ce pays!» Et d'ajouter: «On va vous tenir au courant des dernières négociations lundi 14 et on verra si on en remet une couche!»



Plus de 7000 travailleurs de la construction ont participé à la deuxième journée de mobilisation romande centralisée à Lausanne.

Sur le chantier Bella Vista des conditions de travail assez moches

Unia est intervenu sur un chantier neuchâtelois où des travailleurs n'étaient pas payés

Jérôme Béguin

Au moment de la mobilisation des maçons, cette affaire tombe un peu à pic pour jeter un coup de projecteur sur les dérives en cours dans la construction et souligner la nécessité de disposer d'un cadre strict protégeant les droits des travailleurs. A Neuchâtel, sur l'emplacement de l'ancienne usine Metalor, le groupe autrichien Porr construit sept immeubles face au lac. Pour la gestion globale du gros-œuvre, l'entreprise générale a mandaté une société appenzelloise, Rutsch Bau AG. «Aucune société neuchâteloise n'avait pu prendre le mandat du gros-œuvre, car les délais comme les prix pour l'emporter étaient jugés impossibles à tenir. Pour remplir ces conditions, Rutsch Bau a imposé des horaires de folie, avec des semaines dépassant fréquemment les 50 heures en plein été, et a recouru à un modèle d'organisation du travail basé sur des entreprises de travail temporaire et des sous-traitants venus de toute la Suisse – une dizaine de cantons sont représentés», explique Alexandre Martins, secrétaire syndical d'Unia Neuchâtel et responsable du secteur construction. Au plus fort de l'activité, 70 à 80 personnes étaient engagées sur le chantier. Début no-

vembre, le syndicat était informé que 20 à 25 employés de ces sous-traitants accusaient un, voire deux mois de salaire en retard. «D'après les renseignements recueillis auprès des employeurs de ceux-ci, la société en charge de la gestion globale du gros-œuvre, Rutsch Bau, était en cessation de paiements et ne versait plus les montants contractuels à ses sous-traitants.» Certains d'entre eux avaient heureusement assez de trésorerie pour assurer les salaires.

VIGILANCE DE RIGUEUR

Contacté par courriel, Rutsch Bau nous a renvoyés à son avocat neuchâtelois, M^r Richard Calame, qui nous a confirmé que la société cessait ses activités par manque de liquidités de paiement. La faute en reviendrait à Porr, qui aurait refusé le versement à Rutsch Bau de «trois acomptes mensuels de plus d'un demi-million de francs chacun» et de «prendre en charge des coûts pour d'importantes prestations», indique M^r Calame. Un demi-million de francs serait, en outre, gelé sur le compte de Rutsch Bau «au motif de sécuriser un éventuel versement du montant de la garantie bancaire établie au profit de l'entrepreneur total». Un accord aurait cependant été convenu pour que Porr assume le paiement

direct des sous-traitants de Rutsch Bau. En ce qui concerne le temps de travail, l'avocat répond que les contrats conclus avec les sous-traitants «sont strictement conformes aux dispositions légales». Interrogé à son tour, le groupe autrichien a condamné «les dysfonctionnements causés par l'entreprise Rutsch Bau». «La situation est compliquée, Rutsch Bau et Porr se renvoient la balle», commente Alexandre Martins. Unia a appelé l'entreprise générale à assumer ses responsabilités envers les salariés lésés et, effectivement, celle-ci a commencé à fournir les sous-traitants en liquidités. Vendredi dernier, le syndicaliste était encore sur place et, sur la quinzième de travailleurs rencontrés, seuls trois n'étaient pas encore payés. Le règlement des arriérés devant toutefois intervenir incessamment. Alexandre Martins devait encore revenir sur le chantier cette semaine pour vérifier que tout est rentré dans l'ordre. Le syndicaliste promet de ne pas relâcher la pression: «Je vais y retourner régulièrement et tout le monde a ma carte.» A bon entendeur. Et, pour conclure, soulignons que ce ne sont pas moins de trente travailleurs de Bella Vista qui ont participé à la grève du 7 novembre. On comprend qu'ils étaient motivés. ■



Les maçons luttent contre la volonté des entrepreneurs de bénéficier d'une plus grande flexibilité avec des journées qui pourraient atteindre 12 heures et des semaines 58 heures en tenant compte des temps de déplacements.



«Ces vingt dernières années, à l'échelle de la Suisse, vous avez construit plus qu'un canton de Zurich. Vous avez droit à de la reconnaissance», a souligné Pierre-Yves Maillard, président de l'USS, s'exprimant peu avant le cortège.



«Votre lutte est exemplaire et votre détermination impressionnante! Ce n'est pas une promenade, une grève. Votre exemple donne du courage à tous les autres» a déclaré Vania Alleva, présidente d'Unia, avant de se mêler aux manifestants.



Des chantiers aussi à l'arrêt à Zurich...



Le 11 novembre, quelque 1500 travailleurs de la construction de la région, de Berne, de Suisse centrale et orientale ont protesté à Zurich, siège de la Société suisse des entrepreneurs (SSE). Depuis le début de la mobilisation le 17 octobre, près de 15000 maçons au total ont revendiqué une bonne Convention nationale, pour protéger leur santé et le respect de leur vie familiale. Unia s'indigne du «chantage» des entrepreneurs qui lient l'augmentation des salaires à une hausse démesurée de la flexibilité, et ce au risque d'un vide conventionnel. «Les maçons ont maintenant besoin de plus de protection, pas d'une pression encore plus forte! Des journées de travail plus courtes au lieu de journées plus longues sont nécessaires, notamment pendant les mois d'été de plus en plus chauds, et le temps de déplacement de l'entrepôt au chantier doit enfin être entièrement indemnisé», souligne Unia dans un communiqué. Nico Lutz, responsable de la construction chez Unia, déclare: «Les maçons ne céderont pas au chantage. Ils ont de toute façon droit à une augmentation de salaire en raison du renchérissement et de la bonne conjoncture.» Et Johann Tscherrig, responsable de la branche construction de Syna, d'ajouter: «Cette manœuvre soulève la colère des maçons. Compte tenu de la bonne situation économique de la branche de la construction, une augmentation des salaires réels s'impose plus que jamais.» ■ AA

... et en Valais



Des travailleurs de la construction d'une entreprise bernoise actifs sur les chantiers du col du Simplon en Valais ont également déposé les outils vendredi dernier. Ils ont ainsi manifesté leur opposition aux menaces de détérioration de leurs conditions de travail à l'image de leurs homologues allemands réunis à Zurich dans le cadre d'une nouvelle journée de protestation. Rappelons encore la situation particulière dans le canton aux treize étoiles: en raison d'un accord salarial signé en décembre 2021 par les partenaires sociaux valaisans, les maçons ne sont pas autorisés à se mobiliser sur des chantiers d'entreprises valaisannes. Ils ont néanmoins manifesté le 29 octobre dernier à Sion (voir L'ES du 9 novembre) pour réclamer de meilleures conditions de travail. ■ SM

TÉMOIGNAGES

Propos recueillis par Manon Todesco
Portraits Thierry Porchet



VINCENZO ET SANTO, GRUTIERES DEPUIS 1997 ET 1983.
«Nous sommes venus depuis Genève avec le bus ce matin. Pour nous, le combat collectif est important. Sur les chantiers, le planning est de plus en plus serré. On est en retard avant même d'avoir commencé. On enchaîne, et c'est le stress. On aimerait arriver à 60 ans à la retraite et pouvoir en profiter, car notre métier est dur.»



BERNARD, CONTREMAÎTRE VAUDOIS DEPUIS PLUS DE TRENTE ANS.

«J'ai prévenu mon patron il y a un mois que je prendrai congé les 7 et 8 novembre. Je suis là pour soutenir mon équipe. Cela m'a valu des insultes par certains collègues mais j'assume. Le problème, c'est qu'on n'a plus de jeunes, plus personne ne veut faire ce travail, et je peux le comprendre. Le but n'est plus de faire du beau travail, mais d'aller toujours plus vite et d'être rentable. Pour moi, la profession s'est cassée. On devient des robots. On nous envoie des temporaires qui ne sont pas formés et qui sont mal payés. Il me reste quatre années avant la retraite, et elles vont être longues.»



DEFRIM, AIDE-MAÇON DE 22 ANS.

«Je me lève à 5h du matin et je rentre le soir à 20h. Je travaille pour une entreprise à Lausanne mais le lieu de travail change et j'ai jusqu'à deux heures de trajet. C'est un métier que j'aime, et je me vois évoluer dans la profession, mais il est fatigant. On travaille en famille, avec mon père, qui est là aussi aujourd'hui. Moi j'aimerais un meilleur salaire et que les heures de trajet soient payées. Pareil pour les paniers repas: 17 francs, c'est trop peu!»



JORGE, MAÇON À FRIBOURG DEPUIS DOUZE ANS.

«On se bat pour nos droits. Nous vivons dans le pays le plus riche d'Europe, et pourtant dans celui où l'on doit travailler le plus. Nous ne sommes pas des machines! Chaque année, on nous demande de travailler plus vite, mais les salaires, eux, ne bougent pas. On n'y arrive plus, c'est trop fatigant. La flexibilité qu'ils veulent, c'est pour eux, pas pour nous, car nous n'aurons plus le temps pour notre vie de famille. Quand j'entends l'opinion qu'ont les patrons de nous, ça me fait mal, car ce n'est pas la vérité, on travaille dur tous les jours. Je ne sais pas si j'arriverai jusqu'à la retraite, si j'ai l'opportunité de quitter la construction, je le ferai.»



CUMBE, 47 ANS, ORIGINAIRE DU MOZAMBIQUE ET MAÇON DEPUIS HUIT ANS.

«Nous prenons beaucoup de risques sur les chantiers, nos conditions de travail sont dures. Nous sommes là aujourd'hui pour défendre nos droits et demander aux patrons de faire un pas vers nous. Nous irons jusqu'au bout, en espérant qu'ils prennent leurs responsabilités. Nous ne pouvons pas travailler 50 heures par semaine. Quant aux travailleurs âgés, ceux qui ont le plus d'expérience, ce sont eux qui vont travailler et gagner le moins. Qui va former les jeunes sur le terrain? Moi je n'aurais plus aucun plaisir à le faire dans ces conditions.» ■

MAFALDA, ÉPOUSE DE JOAO, COFFREUR DE 33 ANS.



«Mon mari est maçon depuis douze ans. Il aime beaucoup son travail, et il le fait bien. Il est actuellement temporaire, et espère décrocher un contrat fixe. C'est important pour lui, comme pour moi, qu'il se mobilise aujourd'hui, car nous voulons que son salaire augmente et qu'il ait plus de droits à l'avenir. Je pense aussi que la retraite doit être avancée, 60 ans c'est trop tard pour le travail physique qu'ils fournissent. Il n'a que 33 ans et, pourtant, quand il rentre le soir, il est cassé! Certains jours, il est tellement fatigué qu'il est insupportable (rire). L'hiver, il part de la maison à 6h50 et rentre vers 16h30, mais l'été, il s'en va à 6h et ne revient pas avant 17h30, pour un salaire net qui oscille entre 3800 et 4200 francs. Au quotidien, ils sont aussi en danger et doivent prendre des risques, car les chefs leur demandent d'aller vite et les stressent pour finir le plus rapidement possible. En général, en tant que temporaire, il s'arrête la semaine avant Noël. Des fois avant, s'il y a beaucoup de neige. Et ensuite, l'activité ne reprend pas avant le mois de février. Cet été, à Lausanne, malgré la canicule, il n'a jamais interrompu le travail. Il rentrerait à la maison tout rouge: il n'y avait rien à disposition sur le lieu de travail pour se protéger, et de toute façon, les ouvriers n'ont pas le temps pour respecter les consignes comme s'arrêter pour boire et se mettre de la crème solaire. Les propos des employeurs qui ont été relayés dans les médias ne sont vraiment pas justes. Ils aimeraient que les maçons fassent plus mais c'est impossible, ils ne peuvent pas faire plus, ce ne sont pas des machines! En cas de vide conventionnel, c'est clair, on rentre au Portugal. Travailler 50 heures par semaine pour des salaires moindres, et sans aucune protection conventionnelle, c'est exclu, je ne l'accepterai pas! Je ne veux pas que mon mari finisse comme mon père, incapable de travailler depuis ses 56 ans. On espère que la lutte portera ses fruits.» ■

«IL N'Y A PAS DE FUTUR SANS PASSÉ»

Le docteur en histoire Andreas Fasel a reçu la semaine passée le prix Unia pour sa thèse sur l'industrie des machines. Entretien

Propos recueillis par Manon Todesco

Le 11 novembre s'est tenue la journée d'étude sur le thème «Organisation et temps de travail: Covid-19 et après?» à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne. Des spécialistes de diverses disciplines sont venus discuter de l'impact de la pandémie sur le monde du travail en Suisse.

Cette journée, organisée avec le soutien du syndicat Unia, a aussi été l'occasion de remettre le prix Unia, décerné par sa présidente Vania Alleva. Le lauréat, Andreas Fasel, a été récompensé de 4000 francs pour son travail de thèse sur l'industrie suisse des machines présenté dans le cadre de son doctorat en 2020 à l'Université de Zurich. Le second prix de 1000 francs a été reçu par Philomina Bloch-Chakkalakal, de l'Université de Bâle, pour sa publication sur la vie familiale et professionnelle des «nurses» du Kerala en Suisse.



L'historien Andreas Fasel a reçu le prix Unia récompensant des recherches scientifiques sur le thème du travail.

Comment réagissez-vous après avoir gagné ce prix?

C'est le premier prix que je reçois, j'en suis plutôt heureux! Je suis membre d'Unia, donc c'est un honneur pour moi de recevoir une distinction de mon syndicat.

Présentez-nous votre travail qui a été primé...

Le livre *Fabrikgesellschaft* (qui peut être traduit en français par «Société de production», *ndlr*) traite des plus grandes entreprises de l'industrie des machines en Suisse entre 1937 et 1967, comme Sulzer, Brown Boveri et MFO. C'est un voyage au cœur de ces usines à l'époque dite de la «paix industrielle». J'évoque la taylorisation du travail, les micro-luttes dans les ateliers, les politiques sociales d'entreprise ou encore le rôle que les syndicats ont joué, qui n'a, hélas, pas toujours été progressif.

En quoi votre travail est-il actuel?

Il n'y a pas de futur sans passé. Si on veut aller de l'avant, nous devons réfléchir et parler de ce qui a été bien ou mauvais et en tirer les leçons. Dans ce contexte, j'espère que mon livre pourra être utile.

Sur quoi travaillez-vous en ce moment?

Pour payer mes factures, je travaille comme nettoyeur dans un restaurant. Durant mon temps libre, j'essaie d'entretenir ma passion d'historien du travail. En ce moment, je travaille sur la désindustrialisation de la Suisse depuis les années 1970, notamment sur les fermetures d'usines en Valais, avec mon confrère Leo Grob. A cause du manque de financement, ce n'est pas toujours évident. ■

Le livre de Andreas Fasel, *Fabrikgesellschaft. Rationalisierung, Sozialpolitik und Wohnungsbau in der Schweizer Maschinenindustrie, 1937-1967* est en accès libre et peut être téléchargé gratuitement à cette adresse: chronos-verlag.ch/node/28052

BRÈVE

GENÈVE UNE MANIFESTATION POUR DIRE: «PLUS JAMAIS ÇA!»

Samedi dernier, environ 1000 personnes ont manifesté à Genève à l'occasion des 90 ans de la fusillade du 9 novembre 1932, à l'appel des syndicats, des partis de gauche, d'Action Antifasciste Genève et du Groupe pour une Suisse sans armée. Parti de la place Lise-Girardin, le cortège s'est rendu jusqu'à la fameuse Pierre de la plaine de Plainpalais, déposée en 1982 en hommage aux 13 morts et 65 blessés, tombés sous les balles de l'armée suisse réprimant une manifestation antifasciste (lire notre édition du 26 octobre).

Face aux crises que nous vivons actuellement et à la montée des mouvements d'extrême droite, réemment en Suède et en Italie, les militants ont appelé à prendre la rue et à imposer de nouveaux droits sociaux. «Plus jamais ça!» ont-ils scandé à l'unisson, déterminés à continuer la lutte antifasciste, à combattre les politiques antisociales et néolibérales et à défendre les intérêts de la classe ouvrière. ■ MT

L'exposition en plein air mise sur pied à l'occasion des 90 ans du 9 novembre 1932 est visible jusqu'à ce dimanche 20 novembre sur la place de Plainpalais à Genève. Une visite guidée est organisée le samedi 19 novembre à 11h. Une balade historique aura lieu le dimanche 20 novembre, au départ de la salle communale de Plainpalais, à 14h30. Entrée et participation libres.



Soldats barrant l'accès au boulevard Carl-Vogt et à la caserne, rue Patru, [10-12] novembre 1932. Photographie Max Kettel.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.

Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève (inscriptions et formulaires).

Guichets: 9h-12h et 14h-17h, sauf lundi matin.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi.

Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client
Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch

PERMANENCE POPYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

GRUPE DES RETRAITÉS

Réunions mensuelles

Les réunions mensuelles du comité, ouvertes à tous les membres, auront lieu **mardi 12 décembre et tous les 2^e mardis du mois**, dans les locaux du syndicat, 5 ch. Surinam.

Repas de fin d'année

Un grand repas de fin d'année ouvert à tous les membres retraités d'Unia est organisé le **mercredi 7 décembre**, à midi, au CAD, route de La-Chapelle 22, à Lancy. Participation financière demandée: 30 francs par convive. Renseignements et inscription au 022 796 67 77. Attention places limitées, inscrivez-vous rapidement!

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier, permanences syndicales

Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.

Ouverture du secrétariat

Vendredi de 9h30 à 12h.

Le Locle

Ouverture du secrétariat

Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.

Permanence téléphonique pour toute la région:

du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h au 0848 203 090.

GRUPE D'INTÉRÊTS RETRAITÉS

Notre prochain comité aura lieu le **jeudi 17 novembre** de 14h30 à 16h, Secrétariat Unia, avenue de la Gare 3, Neuchâtel (salle 1^{er} étage).

Ordre du jour

1. Salutations et accueil. 2. Notes de décisions du 11 août 2022. Remarques et approbation. 3. Evaluation de l'action du 3 septembre 2022. 4. Evaluation de la Journée internationale des seniors, 1^{er} octobre 2022. 5. Programme activités 2023. 6. Budget 2023. 7. Démarches en cours (1^{er} Mai, etc.). 8. Divers. Dans l'attente de vous rencontrer. Andrée Schegg, John Amos.

LA CHAUX-DE-FONDS

GRUPE DES RETRAITÉS

Assemblée générale

L'assemblée générale du groupe des retraités de la section se tiendra le **mercredi 23 novembre à 11h15** au restaurant Piscine-Patinoire de La Chaux-de-Fonds.

A l'ordre du jour: 1. Salutations, liste de présences, excusés. 2. Procès-verbal de l'AG 2021. 3. Rapport du président 2021. 4. Comptes 2021 et rapport des vérificateurs. 5. Activités 2023. 6. Divers.

L'assemblée se terminera par un apéritif et la traditionnelle fondue chinoise. S'inscrire jusqu'au **21 novembre** auprès de Didier Gigon, tél. 032 968 63 08 ou mobile 079 385 37 55.

Vos amis et amies sont bien entendu les bienvenus. Pour le Comité, Didier Gigon

TRANSJURANE

HORAIRES DES SECRÉTARIAT

Secrétariat de Delémont

Le secrétariat Unia de Delémont a déménagé. Il est installé à la rue de la Jeunesse 2, bâtiment Polyadès, 2^e étage. Pour mieux vous accueillir, Unia Transjurane a adapté ses horaires depuis début octobre.

Téléphone: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30; vendredi de 9h à 11h30 au 0848 421 600

Delémont, rue de la Jeunesse 2: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.

Porrentruy, rue des Balches 18: lundi de 13h30 à 17h30.

Tavannes, rue du Quai 20: jeudi de 13h30 à 17h30.

Saint-Imier, rue Francillon 20: jeudi de 13h30 à 17h30.

HORAIRES CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Moutier: mercredi après-midi, de 14h à 17h.

Porrentruy: lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h à 17h.

Tavannes: lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

FERMETURE PROVISOIRE ET DÉMÉNAGEMENT DE LA CAISSE DE CHÔMAGE DE DELÉMONT

Le bureau de la caisse de chômage de Delémont sera fermé du **2 au 6 décembre**.

A partir du 7 décembre, vous pourrez nous retrouver à la place de la Gare 11 à Delémont, aux horaires habituels (voir ci-dessus).

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.

Sion, Sierre, Martigny, Monthey: de 9h à 11h30.

Permanences du soir

Sierre: lundi de 17h à 19h.

Monthey: mardi de 17h à 19h.

Sion: jeudi de 17h à 19h.

Martigny: jeudi de 17h à 19h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Téléphone: 058 332 11 32.

Du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Ouverture des guichets:

Martigny, Monthey, Sierre, Sion

Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h, mercredi de 8h30 à 11h30, jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

NOËL DES ENFANTS

Projection du film Avalonia:

Sion: le samedi 17 décembre à 10h au cinéma Capitole.

Sierre: le samedi 17 décembre à 9h au cinéma du Bourg.

Monthey: le samedi 17 décembre à 9h30 au cinéma Plaza.

Martigny: le samedi 17 décembre à 9h au cinéma Casino.

L'entrée est gratuite pour tout le monde.

Les places sont limitées pour les adultes.

Les billets sont à retirer, jusqu'à épuisement, aux secrétariats du syndicat Unia jusqu'au

14 décembre 2022:

Sion, à la Place du Midi 21;

Sierre, à la rue du Temple 3;

Martigny, à la rue du Léman 19;

Monthey, à l'avenue de la Gare 15.

En fin de film, une surprise attend les enfants.

VAUD

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font **uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h.**

Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.

Horaires téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier

En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil [sans-emploi.ch](https://www.sans-emploi.ch). L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement. Le formulaire permet en outre de télécharger les documents manquants directement sur cette page. Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

COURRIER

FINANCEMENT DES CAISSES MALADIE, DES ASSURÉS CAPTIFS!

En cet automne 2022, le mauvais feuilletton des augmentations des primes maladie continue.

En ces temps d'inflation, ces hausses pèsent lourdement sur le budget des ménages, qui ont de la peine à boucler les fins de mois.

On argue que les plus modestes d'entre nous auront droit à des aides financières. Mais n'est-ce pas là un subventionnement indirect des caisses maladie, devenues de simples officines privées du financement de la santé en Suisse? Adieu les principes de la mutualité et de la solidarité, il ne s'agit plus que d'argent!

Un tel principe de financement déshumanise les acteurs de la santé!

A quand une assurance santé publique et unique qui supprimerait les frais de gestion des caisses maladie exagérément élevés?

Une gestion unique de la santé amènerait plus de transparence dans l'emploi de notre argent versé au système de financement de la santé.

Que font nos politiciens à Berne? Ne devraient-ils pas s'occuper du niveau de vie des citoyens qui baisse d'année en année? Le puissant lobby des assurances privées et de l'industrie pharmaceutique arpente les couloirs du Palais fédéral, influençant gravement l'état de santé du budget des ménages suisses.

Comment se fait-il qu'en oncologie, l'industrie pharmaceutique s'arroge des marges jusqu'à 90% du prix de revient?

Comment sont gérées les réserves des caisses maladie?

Pourquoi a-t-on un montant de prime unique, que l'on soit riche ou pauvre?

Militer pour une caisse maladie publique humanise nos rapports vers plus de justice sociale. Les familles de notre pays en ont grand besoin.

Si le domaine de la santé implique une responsabilité individuelle, elle est surtout aussi collective. Le principe à un accès à la santé financièrement supportable pour les familles est un droit inaliénable. Cela parce que les assurés ne veulent plus être captifs d'un financement occulte des caisses maladie. ■

Thierry Cortat, membre du comité régional d'Unia Transjurane

WWW.
EVENEMENT.CH

LA GRÈVE DE LA FONCTION PUBLIQUE GENEVOISE PAIE

Un accord pourrait être trouvé autour du budget 2023, mais de nombreux conflits restent ouverts dans les services publics

Jérôme Béguin

À Genève, la mobilisation de la fonction publique semble se révéler payante. Le 12 octobre, près d'un millier d'employés des services publics avaient fait grève contre le projet de budget du Conseil d'Etat prévoyant la suspension de l'annuité salariale, pour la seconde fois en quatre ans, et le versement d'une demi-compensation seulement du renchérissement. Les fonctionnaires s'étaient ensuite rassemblés le 3 novembre devant l'Hôtel-de-Ville et un préavis de grève, approuvé par une assemblée du personnel, avait été déposé pour le 24 novembre. Le 4 novembre, l'exécutif s'est finalement résolu à ouvrir des négociations avec le Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné en vue de la signature d'un protocole d'accord. La démarche a été approuvée par une assemblée des délégués du Cartel convoquée le 8 novembre, et une première séance de négociations s'est déroulée jeudi dernier. Lundi, à l'heure du bouclage de ce numéro, les parties étaient encore en réunion, mais, selon nos informations, un accord était envisageable. Une compensation proche du renchérissement de 2,7% pourrait être débloquée. Quant à l'annuité, si elle ne devait être versée qu'à moitié, elle permettrait toutefois la progression d'un échelon dans la grille salariale.



Aux Transports publics genevois (TPG), après deux jours de grève en octobre, un nouveau conflit semble se profiler.

Avec cet accord en poche, l'idée du gouvernement serait d'obtenir une majorité au Grand Conseil – on pense à la gauche, au centre et au MCG –, afin d'éviter une nouvelle année sans budget.

«Nous sommes obligés de reconnaître que la mobilisation n'a pas été à la hauteur de nos attentes et des menaces sur les salaires de la fonction publique, explique Olivier Baud, président du Cartel. Le personnel est fatigué et tellement sous pression que, dans certains secteurs, il n'a pas été possible de mettre en place un service minimal afin qu'une partie des collègues puissent faire grève. Le service minimal est déjà une réalité quotidienne!»

POURQUOI TANT DE GRÈVES?

Mais pourquoi donc les grèves se multiplient-elles au bout du lac? Le canton suivrait-il l'exemple français? Certes, les Genevois sont connus pour être un peu râleurs, mais Olivier Baud a une autre explication: «Nous avons à Genève un Conseil d'Etat et des directions qui ne respectent pas vraiment le partenariat social et ne semblent pas trop doués pour la négociation sociale. Le Cartel avait annoncé dès août ses revendications, mais il a fallu attendre le 10 novembre pour commencer à négocier. On peut faire mieux.»

Autre exemple donné par le syndicaliste, celui de la prison pour mineurs de La Clairière, où les éducateurs s'opposent à l'allongement des plages horaires de travail de huit à onze heures. «Ils ont cessé le travail le 2 novembre, mais les syndicats ont dû redéposer un préavis de grève pour le 18 novembre, car la direction n'a pas réagi.» Secrétaire syndicale du SSP, Corinne Béguin confirme: «Il n'y a eu aucune réaction à la grève, au contraire, ils ont envoyé les nouveaux plannings.» Et tous les groupes de travail et les consultations antérieurs n'ont servi à rien. «Les éducateurs disent clairement



Le 12 octobre, près d'un millier d'employés des services publics avaient fait grève contre le projet de budget du Conseil d'Etat prévoyant la suspension de l'annuité salariale et le versement d'une demi-compensation seulement du renchérissement.

qu'il n'est pas possible de prendre en charge ces mineurs onze heures d'affilée; après huit heures, ils sont out.» Aux Transports publics genevois (TPG), la grève de deux jours en octobre s'était conclue par un accord prévoyant une indexation complète. Mais le lendemain, le directeur de la régie publique, Denis Berdoz, a déclaré que le 0,6% supplémentaire obtenu par l'arrêt de travail constituait une sorte d'avance pour l'indexation de l'année suivante et qu'en gros, les grévistes

s'étaient fait rouler dans la farine. Les syndicats n'ont plus du tout confiance dans la parole du directeur et un nouveau conflit paraît se préparer. En attendant, ce sont les assistants en soins et santé communautaire qui cesseront le travail mercredi prochain. Depuis plus de trois ans, ils demandent en vain une revalorisation salariale de deux échelons. Le Conseil d'Etat a finalement daigné leur accorder un échelon... le lendemain du dépôt de leur préavis de grève.

En Ville de Genève et au Grand Théâtre, en revanche, les préavis de grève ont été suspendus et des négociations sont en cours. Le personnel municipal demande notamment une pleine indexation et l'aboutissement du règlement sur la retraite anticipée pour les fonctions pénibles, tandis que les employés du Grand Théâtre se battent pour le maintien de leurs indemnités pour les inconvénients d'horaires et les repas. ■

La démocratie, c'est aussi pour l'entreprise

La démocratie s'arrête encore trop souvent aux portes de l'entreprise. Pourtant, le gouvernement des choses et des humains s'opère autant, sinon davantage, dans le monde économique que dans la sphère politique. Tel est l'un des constats à partir desquels une soixantaine d'auteurs – politologues, sociologues, constitutionnalistes – entendent revivifier la démocratie

Textes Jean-Claude Rennwald

Sous la direction de René Dosière (ancien député PS du nord de la France) et Gaël Giraud (économiste), ce collectif a récemment publié *Réveiller la démocratie* (Editions de l'Atelier), un ouvrage dans lequel ils proposent des pistes «pour sortir de l'hiver démocratique».

LE RÔLE ESSENTIEL DES SYNDICATS

Selon les auteurs, les syndicats ont un rôle essentiel à jouer dans le processus de démocratisation économique, parce que les rapports de la Confédération syndicale internationale (CSI) «indiquent le lien existant entre l'absence de droit du travail et l'interdiction faite aux salariés de pouvoir se syndiquer», mais aussi parce qu'ils sont les seuls défenseurs des salariés. Selon Jean Grosset, directeur de l'Observatoire du dialogue social, la société a besoin d'une véritable articulation démocratie politique/démocratie sociale en s'appuyant sur une politique contractuelle importante dans les entreprises, dans les branches et au niveau interprofessionnel. Pour atteindre cet objectif, encore faut-il que

le syndicalisme améliore son implantation, spécialement en France, qui connaît le plus faible taux de syndicalisation (8,8%) d'Europe occidentale. Le collectif est d'avis qu'au sein des entreprises, ceux qui n'apportent que leur force de travail doivent avoir les mêmes droits que les détenteurs de capitaux. Et cela d'autant plus que les rares exemples d'entreprises gouvernées par des principes démocratiques attestent, selon Paul Magnette, ancien ministre-président du Gouvernement wallon, que la productivité y est identique, voire meilleure, que dans les entreprises conventionnelles. De plus, les inégalités salariales y sont moins larges et les discriminations entre hommes et femmes moins répandues.

PROPORTIONNELLE, RÉFÉRENDUM, QUOTAS

Pour améliorer la démocratie politique en France, les auteurs préconisent l'introduction de la proportionnelle pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale, qui assure une représentation plus fidèle des choix des votants que le système majoritaire. Depuis le Brexit, la France est le dernier pays de l'Union européenne qui élit ses députés au scrutin uninominal majoritaire.

Le collectif veut aussi introduire le référendum d'initiative citoyenne (proche de l'initiative populaire en Suisse) et déprofessionnaliser la vie politique, afin qu'elle ne soit plus réservée à des élites, en limitant le cumul des mandats. Au chapitre de l'égalité, Morgane Gonon, magistrate, et Magali Lafourcade, économiste, plaident en faveur de quotas non seulement dans les institutions, mais aussi dans l'espace médiatique, car durant le confinement, il est apparu que les femmes ne représentaient que les 25% des invités dans les médias français!

DÉLÉGUÉ À L'ENVIRONNEMENT

Enfin, parmi les multiples propositions visant à instaurer une démocratie environnementale, on retiendra l'idée de créer, dans les entreprises de plus de 250 employés, un délégué à la protection de l'environnement. Désigné de manière démocratique, celui-ci se verrait attribuer des tâches relevant de la stratégie environnementale, d'information et de sensibilisation, de médiation et de contrôle de la mise en œuvre des normes environnementales. ■

LE RÊVE AMÉRICAIN: UN CAUCHEMAR!

«A moins d'avoir la peau blanche et de faire partie de la classe aisée, le rêve américain est un cauchemar et l'a toujours été», écrit l'historien et politologue Pierre Jaquet en conclusion de son ouvrage précisément intitulé *Le rêve américain, un cauchemar* (L'Harmattan). L'auteur en veut pour preuve que les Etats-Unis se sont construits sur deux énormes massacres, celui des Indiens, et celui des Africains mis en esclavage, qu'ils ont mené environ 200 conflits armés dans le monde, et qu'ils connaissent 17 fois plus d'homicides que la France. Sur le plan social, ce n'est pas mieux. Dans les supermarchés Walmart, les salaires démarrent à 12 dollars l'heure, plus de 30% en dessous du minimum vital à New York! Cette situation tient en grande partie au fait qu'en raison de lois restrictives, les syndicats peinent à s'implanter. Ils ne sont ainsi présents que sur un seul site d'Amazon, qui compte 800 000 employés aux Etats-Unis. ■

DU DIMANCHE À LA SAINT-LUNDI

A l'origine, le dimanche a été un jour férié pour des raisons religieuses, pendant lequel il n'était pas question de faire la fête. Au fil du temps, l'exigence d'un repos festif s'est manifestée au sein du monde du travail. «C'est pour satisfaire ce désir, explique l'historien Alain Corbin, auteur d'une *Histoire du repos* (Plon) que s'instaura, un temps, la pratique de la Saint-Lundi, jour chômé substitué au dimanche, au cours duquel il était possible de satisfaire le désir de fêtes et de distractions; ce que l'on peut considérer comme une forme sécularisée de repos.» Il ajoute que, durant la première moitié du XIX^e siècle, la pratique croissante des jeux, des danses, des beuveries modifiait le caractère sanctifiant du dimanche. Et cela au grand dam du clergé, surtout dans les campagnes. Alain Corbin précise encore qu'aujourd'hui, le loisir a remplacé le repos: «Il en occupe le temps. Il en envahit l'espace.» ■

LA RÉVOLTE DES NOUNOUS

Dénonçant les conditions de travail et la précarité des nounous travaillant dans les beaux quartiers parisiens, le réalisateur français Julien Rambaldi propose *Les femmes du square*. Une comédie rythmée qui invite à la réflexion sur le rôle qu'occupent ces employées de maison dans nos sociétés

Textes Nicolas Jacot

À Paris, Angèle, jeune femme ivoirienne, travaille comme vendeuse à la sauvette pour le compte d'une bande de malfrats. Réalisant de bonnes affaires grâce à sa tchatche et à son aplomb, elle en profite également pour filouter son boss. Afin d'éviter les représailles, elle parvient, avec l'aide de Wassia sa voisine, à se faire embaucher comme nounou dans les beaux quartiers de la capitale. Au service d'Hélène, une cadre supérieure en instance de divorce, Angèle est désormais en charge d'Arthur, âgé de 8 ans. Mais lorsqu'au square du quartier, elle fait la connaissance d'autres nounous, elle découvre leurs conditions de travail et leur précarité. Angèle, la culottée, décide de prendre les choses en main. Et notamment pour aider son amie Was-

sia à affronter des employeurs déloyaux. Avec le soutien d'Edouard, un jeune avocat qui va rapidement tomber sous son charme, Angèle va se battre pour rendre justice et dignité à ces travailleuses. Film coécrit et réalisé par le cinéaste français Julien Rambaldi, *Les femmes du square* est une comédie dramatique alliant gags et moments tendres. Avec, à l'origine du projet, l'attachement entre son propre enfant et sa nounou: «Mon désir de faire ce film est parti d'eux. En observant leur relation, j'ai réalisé que mon fils de 7 ans connaissait cette femme mieux que moi.»

DYSFONCTIONNEMENTS DÉNONCÉS

Dans la peau d'Angèle, la dynamique comédienne Eye Haidara vient donner charme, impertinence et spontanéité à ce personnage. Sa rencontre explosive avec la bonne société pari-

sienne provoquant nombre de situations tant comiques que déroutantes. Car, ainsi que le souligne le réalisateur, «le contraste entre ces deux mondes, celui des bobos, qui ont l'impression d'être dans leur bon droit, et celui de ces femmes en détresse» est bien au centre de cette comédie sociale.

«Il y a quelque chose de perturbant à imaginer ces femmes qu'on voit passer avec ces poussettes entrer dans ces appartements, qui sont si différents des leurs. Je souhaitais vraiment que ce film, l'air de rien, éclaire ces dysfonctionnements propres à notre société», explique encore le cinéaste. Heures supplémentaires non payées, non-respect des délais de congé, modification inopinée du temps de travail, etc., sont autant d'abus dénoncés ici. La peur du renvoi pour ces employées souvent sans papiers, la méconnaissance de leurs droits et une ap-

préhension de la revendication font également partie des aspects majeurs du film. «Tant qu'on s'occupe des gosses et du ménage, c'est cool. Mais dès qu'on essaie de faire valoir les mêmes droits que les autres, on est traitées comme de la m...», s'insurge une Angèle révoltée. Face à ces travailleuses, on retrouve des parents qui préfèrent ne pas poser de questions sur la réalité qu'elles endurent et qui, malgré une certaine «bien-pensance», se retrouvent piqués au vif dès qu'il est question d'argent. Et Julien Rambaldi de poursuivre: «Quand on est parent, sous prétexte qu'on protège son enfant, on peut devenir un monstre et penser pouvoir se débarrasser de la femme qui le garde d'un revers de main.» ■

Les femmes du square, de Julien Rambaldi, sortie en Suisse romande le 16 novembre.

10 BILLETS GRATUITS !

Nous tenons à la disposition de nos lectrices et de nos lecteurs 10 billets gratuits pour le film *Les femmes du square* offerts par le distributeur JMH Distributions.

Attention, ces billets sont valables uniquement du lundi au vendredi (jours fériés exclus).

Intéressés? Écrivez-nous en indiquant vos coordonnées à forum@evenement.ch ou à L'Événement syndical, place de la Riponne 4, 1005 Lausanne.

Le tirage au sort se fera vendredi 18 novembre.



LA RÉVOLTE D'UN VILLAGE

Avec *R.M.N.* le cinéaste roumain Cristian Mungiu raconte les déboires d'un petit village de Transylvanie à la suite de l'arrivée de trois travailleurs immigrés sri-lankais. Une analyse magistrale, dans une ambiance glaciale, de l'émergence du populisme et du nationalisme et des conséquences de la mondialisation

Après avoir quitté son emploi comme ouvrier dans un abattoir en Allemagne, Matthias revient dans son village natal de Transylvanie. A quelques jours des fêtes de Noël, il retrouve sa femme, son fils, et surtout Csilla, son amour de jeunesse. Cette dernière, gérante d'une boulangerie industrielle implantée dans la localité, est désespérément à la recherche de nouveaux travailleurs afin de pouvoir bénéficier de subventions de l'Union européenne. Mais le salaire de misère proposé n'attire pas la population qui a déjà largement quitté la région pour travailler en ville ou à l'étranger. En désespoir de cause, Csilla engage alors des boulangers sri-lankais. L'arrivée de ces trois étrangers vient troubler le calme apparent de cette communauté enracinée dans ses traditions. Et va provoquer des réactions d'indignation et de violence. C'est dans ce climat de tensions et de frustrations que Matthias et Csilla tentent de reconstruire leur histoire passée... Sélectionné lors du dernier Festival de Cannes, *R.M.N.* est l'œuvre du cinéaste roumain Cristian Mungiu. Et se présente comme un chef-d'œuvre tant du point de vue du récit - complexe et déroutant - que de l'esthétique avec sa photographie hivernale gris-bleu.

I.R.M. DE LA MONDIALISATION

Dans ce portrait d'un petit village de Transylvanie en période de Noël, le cinéaste vient notamment mettre en avant de nombreuses traditions régionales



pittoresques. De plus, la multi-ethnicité propre à ce territoire roumain se trouve parfaitement illustrée par l'utilisation de plusieurs langues (roumain, hongrois, allemand, etc.). Mais bien au-delà de son implantation locale, le film soulève des problématiques universelles. «*R.M.N.* questionne les dilemmes de la société actuelle, analyse son réalisateur. La solidarité face à l'individualisme, la tolérance face à l'égoïsme, le politique correct face à la sincérité. Il interroge aussi ce besoin atavique d'appartenance, de s'identifier à son groupe ethnique, à son clan et de considérer naturellement les autres avec réserve et suspicion.»

Par le prisme d'une communauté pétrée de traditions, il s'agit donc ici d'observer les mécanismes de la mondialisation et de ses effets dévastateurs sur le

petit village. Exode rural ou à destination des pays riches, pressions de l'Union européenne sur l'économie locale, dumping salarial inacceptable pour la population autochtone - «Pourquoi l'usine paie si mal?» s'insurge un habitant remonté - et arrivée de travailleurs étrangers conciliants et corvéables font partie des dysfonctionnements mis en évidence. Avec pour résultat l'émergence de mouvements populistes et nationalistes et la violence, les idées préconçues et les propos nauséabonds qui, inmanquablement, en découlent. Ainsi, comme son titre l'indique, *R.M.N.* («I.R.M.» en français) se présente comme une imagerie minutieuse et réaliste de notre société. ■

R.M.N., de Cristian Mungiu, sortie en Suisse romande le 16 novembre.

LA RÉVOLTE D'UNE NATION

Dans son nouveau documentaire, le cinéaste chilien Patricio Guzmán revient sur le soulèvement populaire qui a secoué son pays à partir d'octobre 2019. *Mi país imaginario* se présente comme l'épopée d'une incroyable mobilisation, tout en revenant sur l'histoire du Chili dans les années 1970

Chili, octobre 2019. Une révolution inattendue embrase le pays. Une explosion sociale! A l'origine du mouvement, un épiphénomène, à savoir l'augmentation du prix des transports en commun. La colère des utilisateurs, et en particulier des étudiants, est immédiate. Rapidement la contestation prend de l'ampleur avec jusqu'à un million et demi de personnes dans les rues de Santiago. Et la liste des revendications s'allonge: plus de démocratie, une vie digne, une meilleure éducation, un meilleur système de santé et une nouvelle Constitution en font notamment partie. Face aux manifestants, le président de droite Sebastián Piñera déploie l'armée et crée ainsi un climat de terreur. Une répression qui provoque des milliers de blessés, dont de nombreuses personnes ayant perdu un œil, et plusieurs dizaines de morts. Interpellé par cette révolution, le cinéaste Patricio Guzmán en devient ainsi témoin et narrateur dans son nouveau film *Mi país imaginario* («Mon pays imaginaire»). Alternant

prises de vues de la mobilisation - parfois impressionnantes - avec de nombreux témoignages, il vient en même temps tirer des parallèles avec l'histoire du Chili des années 1970.

UN CINÉASTE CONCERNÉ

«Le Chili avait retrouvé sa mémoire. L'événement que j'attendais depuis mes luttes étudiantes de 1973 se concrétisait enfin», s'enthousiasme-t-il. Car ce réalisateur, spécialiste du documentaire et admirateur du projet révolutionnaire socialiste et pacifiste de Salvador Allende, a aussi été un observateur privilégié du coup d'Etat mené en 1973 par Augusto Pinochet. Arrêté, enfermé et menacé d'exécution par la dictature militaire, le cinéaste parviendra à s'exiler grâce à sa double nationalité espagnole. Pour finalement s'installer à Paris d'où il réalisera de très nombreux longs métrages engagés sur l'histoire du Chili. Ainsi, face aux agissements de la police et de l'armée de 2019, il ne peut s'empêcher d'y voir le reflet et l'héritage de la dictature.

Mais Patricio Guzmán filme surtout «le réveil d'un pays» au plus près de ces jeunes et moins jeunes mus par une soif de changement; et au sein d'un soulèvement apolitique, sans chef et sans idéologie. En mettant au centre de nombreuses femmes, il vient également rappeler qu'elles sont les premières victimes des inégalités inhérentes au système. «Ce mouvement aura le visage et la voix de la femme», souligne une des intervenantes.

On regrettera que le film ait été terminé trop tôt pour pouvoir intégrer le rejet par les Chiliens de la nouvelle Constitution en septembre dernier. Un événement qui aurait signifié l'aboutissement de cette révolution. Mais on rappellera, par la voix d'une manifestante, que «les changements sociaux importants prennent du temps. On doit être patients. Ces changements ne sont pas pour nous. Ils sont pour les prochaines générations.» ■

Mi país imaginario, de Patricio Guzmán, sortie en Suisse romande le 23 novembre.

